

La scène politique gabonaise : entre volte-face et opportunisme (1990-2009)

Dr Olive Pulchérie ITOUMBA,
Attachée de recherche
LARIHPSA
IRSH-CENAREST (Libreville-Gabon)

Introduction

Selon Philippe Braud, la politique est «la scène où s'affrontent les individus et les groupements en compétition pour la conquête et l'exercice du pouvoir» (2011, p.10). Au Gabon la politique intègre naturellement cette perception, favorisée par le cadre constitutionnel. Depuis la période coloniale, différentes dispositions, à l'instar de la loi constitutionnelle du 27 octobre 1946, appuyée par celle de Gaston Defferre du 23 juin 1956, instaurent les conditions adéquates de l'exercice d'une véritable activité politique dans ce pays. Ainsi, une intensification de la vie politique s'opère dès 1946 avec des acteurs politiques bien distincts et des formations politiques à foison. Les processus électoraux permettent aux protagonistes de se confronter, mais aussi de se démarquer sur la scène politique gabonaise. Mais en 1968, l'avènement du Parti Démocratique Gabonais interrompt le décor politique ambiant qu'il réduit à sa seule existence et à la pensée unique. Il faut attendre 1990 pour assister au retour du pluralisme politique. Ce cadre permet à nouveau aux acteurs politiques de s'affronter et pressentir éventuellement à la magistrature suprême.

Cependant, dans cette arène politique où se joue le positionnement des candidats dans les arcanes du pouvoir, force est de constater des volte-face incessantes. Dissimulés par un opportunisme avéré, des acteurs politiques changent de bord assez souvent, passant de la majorité à l'opposition et vice-versa. Au regard de ce contexte, il convient d'interroger le développement de ces volte-face et opportunistes et leurs effets au sein de la société gabonaise?

Vraisemblablement, les volte-face du personnel politique gabonais proviennent de leur désir d'assouvir leurs ambitions personnelles, au détriment de l'intérêt général. Et, cette pratique a pour corollaire un désintérêt flagrant pour la chose publique par les populations lassées.

Dans cette note, il s'agit de montrer que les phénomènes de volte-face et d'opportunisme ont rythmé la scène politique gabonaise et ont induit un climat empreint d'illusions, de découragement.

1. Volte-face et opportunisme dans la sphère politique

Au début des années 1990, la vague de contagion démocratique amorcée dans les pays de l'Europe de

l'Est rencontre un écho favorable au Gabon. Marqué par une profonde crise économique et politique (un régime monopartite essoufflé) depuis le milieu des années 1980, ce pays voit en ces bouleversements internationaux une opportunité de s'affranchir du système en place. Des mouvements de revendications souvent émaillés de violences, frôlant la guerre civile parfois, caractérisent cette ère nouvelle. Le «vent de l'Est», le climat ambiant et le discours de la Baule de François Mitterrand obligent le Gabon à rétablir les libertés fondamentales et à consentir la libéralisation politique. Pour ce faire, une Conférence nationale (du 27 mars au 19 avril 1990) est organisée et débouche entre autres, sur le retour du multipartisme, l'adoption d'une série de lois et la mise en place de nouvelles institutions de la République¹ (N. Métégué N'Nah, 2006, p. 227). Ce cadre de vie politique permet à nouveau la création de nombreuses formations politiques, le positionnement d'une multitude d'individualités pouvant désormais s'affronter lors des consultations électorales.

Dans cet environnement, les acteurs politiques ne cessent de se livrer à des volte-face à partir de 1989. En effet, le malaise politique que traverse le Gabon, avec pour toile de fond une crise socio-économique, amène le président Omar Bongo à prendre contact en avril 1989 avec Paul Mba Abessole². Considéré comme le porte-parole incontesté de l'opposition gabonaise en France (H. Essono Mezui, 2006, p.463), sous l'étiquette du Mouvement de Redressement National (MORENA), Mba Abessole entreprend des transactions pour une ouverture politique du pays avec Omar Bongo. Cependant, une proximité manifeste s'établit entre cet opposant et le régime en place. Afin de sortir de la crise, les deux parties conviennent de la création d'une nouvelle force politique sous l'appellation du Rassemblement Social-Démocrate Gabonais (RSDG), en remplacement du Parti Démocratique Gabonais (PDG). Cette nouvelle tendance politique a pour objectif de regrouper toutes les formations politiques et associations, dans le but d'apprendre les valeurs démocratiques. Au départ favorable à cette idée, et s'en faisant même l'un des défenseurs, Mba Abessole se ravise au point de laisser tomber ses partenaires du PDG. En indiquant clairement que, «Le Rassemblement est devenu caduc. Le cadre d'apprentissage et la transition ne s'expliquent plus» (W. -A. Ndombet, 2009, p.95). Ce revirement est à mettre au compte du rejet exprimé par les participants aux travaux de la Conférence nationale en avril 1990. Toutefois, les différentes prises de position de Paul Abessole, illustrées par son adhésion à l'opposition et son rapprochement au système en place, suscitent des réactions. Il est considéré comme un homme versatile et inconstant. Cela lui vaut sa place au sein du MORENA et l'amène à créer,

1. Il s'agit entre autres d'une Cour constitutionnelle, un Conseil national de la communication, un Conseil national de la démocratie, une conférence nationale, un comité de suivi des actes de la conférence. Cf. aussi (T. Auracher, 2001, p. 60-61).

2. Paul Mba Abessole en exil en France depuis plus d'une dizaine d'années, est considéré comme le leader de l'opposition gabonaise, il revient au Gabon afin de discuter de l'ouverture politique du pays. Cf. aussi (T. Auracher, 2001, *op. cit.*, p.55).

avec ses alliés, un autre mouvement politique le «MORENA des Bûcherons», devenu par la suite Rassemblement National des Bûcherons³ (F. Gaulme, 1991, p.53). En outre, Mba Abessole fait son entrée au gouvernement dès janvier 2002 et hérite du ministère des Droits de l'Homme⁴. À compter de cette date, il ne cessera de faire partie des différents gouvernements qui se formeront, et cela jusqu'en 2009, année du décès du président Omar Bongo Ondimba. Pourtant se réclamant encore de l'opposition en 1990, Mba Abessole finit à «aller à la soupe» (N. Métégué N'Nah, 2006, p.226). Ce comportement est typique d'un bon nombre des membres de l'opposition gabonaise. C'est le cas de Pierre-Claver Maganga Moussavou, fondateur du Parti Social-Démocrate (P.S.D.)⁵, décrit comme une «girouette» ou un «caméléon» (J. Otsiemi, 2007, p.39). Il est connu pour ses allées et venues continuelles dans les différents gouvernements formés depuis 1990. Si dans un premier temps Maganga Moussavou est très proche du pouvoir en place, durant les années 1980, avec des responsabilités au sein de la présidence de la République (J. Otsiemi, *op. cit.*, p.40), il rallie l'opposition dans la période de transition démocratique au Gabon. Toutefois, à partir de l'année 1994, il rentre au gouvernement, pour en sortir l'année suivante et pour y revenir en 2002. Limogé en 2003, il revient en 2004 jusqu'en 2008. Avec les changements opérés au niveau de la présidence en 2009, il réapparaît en qualité de vice-président de la République le 21 août 2017, probablement pour le récompenser de son implication dans le dialogue politique nationale⁶.

Les différentes postures affichées par les acteurs politiques de l'opposition sont liées à l'opportunisme. Phénomène défini comme un moyen de tirer profit des circonstances du moment (W.-A. Ndombet, *op. cit.*, p.194), il est l'une des caractéristiques distinctes à ces opposants. En effet, voyant la chute prochaine du système en place, institué par le président Bongo dès 1968, les prétendus partisans et inconditionnels du PDG se sont empressés de créer des partis politiques. Et cela afin de jouir des mêmes avantages acquis tout au long de la domination implacable du parti unique. Pour preuve, l'inventaire des partis et associations à caractère sociopolitique recensés indique successivement soixante-quinze et cent deux (A.-W.

Ndombet, *op. cit.*, p.80), lors de la Conférence nationale. Force est de constater que ce contexte socio-politique a mis en avant l'opportunisme de plusieurs individualités, qui saisissent l'occasion de tirer profit de la situation, comme le mentionne cet exemple du «parti de Dieu qui ne dura que le temps de la distribution des 20 000 000 FCFA, au titre du financement des partis» (A.-W. Ndombet, *op. cit.*, p.195).

Par ailleurs si les volte-face des acteurs politiques se révèlent être guidées par un opportunisme avéré, il n'en demeure pas moins que cette manière d'agir comporte des conséquences au sein de la société.

2. Les effets liés aux volte-face et à l'opportunisme

Examinant la question des revirements des acteurs politiques, Nicolas Métégué N'Nah note que «[...] ces ralliements au pouvoir en place de formations politiques se réclamant encore la veille de l'opposition ont causé beaucoup de déception et rajouté à la morosité d'un climat social marqué par la multiplication des grèves» (N. Métégué N'Nah, *op. cit.*, p.313). Au demeurant c'est un climat empreint d'illusions, de découragement qui marque le pays pendant les années 1990, mais également durant la décennie suivante. Au départ accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par les populations, l'ouverture politique n'est plus qu'un mirage pour certains, au regard des différents positionnements des acteurs politiques et du manque d'alternance au pouvoir. D'où pour reprendre les propos de Métégué N'Nah : «[...] la désaffection de l'électorat, qui s'abstient de participer au scrutin à plus de quatre-vingts pour cent lors des législatives de décembre 2001, était un signe de perte de confiance en valeur du bulletin de vote et un signal fort à l'adresse de la classe politique gabonaise [...]» (N. Métégué N'Nah, *op. cit.*, p.312). Cette situation se remarque également à l'occasion du scrutin présidentiel de novembre 2005, présentant un taux d'abstention⁷ fort considérable, d'environ 36,37 %, voire plus (*op. cit.*, 324). Ce constat accablant est à imputer aux revirements des hommes politiques gabonais, tantôt du côté de l'opposition ou de la majorité présidentielle. La perte de confiance et la méfiance envers le personnel politique sont répandues au sein de la société. Et «la montée de confiance relative au PDG de Bongo» (T. Auracher, *op. cit.*, p.102) n'est que la résultante de cet état de fait.

Conclusion

Aborder la question des volte-face des acteurs politiques gabonais, c'est explorer le phénomène de l'opportunisme tant il est présent sur la scène politique. Aussi permet-il à quelques-uns d'avoir une certaine visibilité, mais aussi d'acquérir des biens matériels et des privilèges au sein de la société. Néanmoins, cette manière d'agir n'est pas sans conséquence puisqu'elle impacte vivement les populations. Celles-ci

3. Suite aux dissensions qui se créent à l'intérieur du parti au cours de l'année 1998, le parti se scinde en deux tendances : Rassemblement National des Bûcherons Démocrates regroupant l'électorat punu et dominé par André Kombila Koumba, d'un côté, et de l'autre le Rassemblement National des Bûcherons - Rassemblement pour le Gabon (RNB.-RPG.), à dominance fang, avec comme chef de file Paul Mba Abessole. Le RNB.-RPG prendra l'appellation de RPG. au cours de l'ère 2000. Cf. (N. Métégué N'Nah, 2006, p.297) et Moundounga Mouity Patrice et Ndjimba Kevin-Ferdinand, 2012 : 74).

4. Afrique Express, n° 244, du 06/02/2002, *Le gouvernement du Gabon remanié le 27 janvier 2002*, <http://archive.wikiwix.com/>, (consulté le 14/06/2019).

5. Autrefois le Cercle pour le Renouveau et le Progrès (CRP). Cf. N. Métégué N'Nah, 2006, p.312).

6. Jeune Afrique, Gabon : le nouveau gouvernement a été nommé, Pierre-Claver Maganga Moussavou vice-président, par Mathieu Olivier, du 22 août 2017, <https://www.jeuneafrique.com/>, (consulté le: 11/06/2019).

7. Cf. Rapport de la mission d'observation de l'élection présidentielle au Gabon : scrutin des 25 et 27 novembre 2005, <http://aceproject.org/>, (consulté le 18/06/2019).

s'illustrent par un désintérêt pour la chose publique, et un désamour pour les personnalités politiques, créant ainsi un fossé loin d'être comblé. Et le résultat s'exprime donc par la montée en puissance du système en place, auparavant décrié.

Références bibliographiques

- Auracher Tim, 2001, *Le Gabon, une démocratie bloquée ? Reculs et avancées d'une décennie de lutte*, Paris, L'Harmattan.
- Braud Philippe, 2011, «Introduction», *La science politique*, Presses Universitaires de France, p. 3-12.
- Dictionnaire, Le Petit Larousse illustré 2009.
- Essono Mezui Hervé, 2006, *Église catholique, vie politique et démocratisation au Gabon 1945-1995*, Thèse de doctorat en Histoire, Université Lumière Lyon 2.
- Gaulme François, 1991, «Le Gabon à la recherche d'un nouvel ethos politique social», *Revue Politique africaine*, n° 43, p. 50-62.
- Métégué N'Nah Nicolas, 2006, *Histoire du Gabon. Des origines à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan.
- Moundounga Mouity Patrice et Ndjimba Kévin-Ferdinand, 2012, *Le Gabon à l'épreuve de la politique de l'émergence-Diagnostic et pronostic*, Ed. Publibook/Société écrivains, Collection Droit et sciences politiques, Paris.
- Ndombet Wilson-André, 2009, *Renouveau démocratique et pouvoir au Gabon (1990-1993)*, Paris, Karthala.
- Otsiemi Janis, 2007, *Guerre de succession au Gabon : les prétendants*, Paris, Edilivre, Éditions Aparis.

Webographie

- Afrique Express, n° 244, du 06/02/2002, *Le gouvernement du Gabon remanié le 27 janvier 2002*, <http://archive.wikiwix.com/>, (consulté le 14/06/2019).
- Jeune Afrique, Gabon : le nouveau gouvernement a été nommé, Pierre-Claver Maganga Moussavou vice-président, par Mathieu Olivier, du 22 août 2017, <https://www.jeuneafrique.com/>, (consulté le : 11/06/2019).
- Rapport de la mission d'observation de l'élection présidentielle au Gabon : scrutin des 25 et 27 novembre 2005, <http://aceproject.org/>, (consulté le 18/06/2019).